



Syndicat national Force Ouvrière
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Membre de la fédération FNEC FP-FO

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 - foesr@foesr.fr - www.foesr.fr

CSA MESR du 11 février 2025 Déclaration préalable

Ce CSA se tient alors que de basses manœuvres se poursuivent en enfermant les confédérations syndicales dans un « conclave », pour tenter d'enterrer la revendication d'abrogation de la réforme des retraites et ouvrir vers la suppression du Code des pensions civiles et militaires. Il se tient alors qu'un nouveau budget vient d'être à nouveau imposé par le 49.3, ceci après que le gouvernement a exercé un chantage inadmissible sur la pseudo-absence de budget et la soi-disant impossibilité de débloquer des crédits disponibles par la reconduction du budget 2024.

Le budget ainsi imposé est pire encore que celui prévu par le gouvernement Barnier. C'est un budget punitif pour les fonctionnaires : gel maintenu du point d'indice, smicardisation de la grille indiciaire, suppression de la GIPA, réduction de 10 % de la rémunération en cas de congé maladie ordinaire. C'est un budget d'austérité pour tous les services publics, avec plus de 50 milliards d'euros de coupes. Dans l'Éducation nationale, les discours publicitaires ne résistent pas à la réalité, alors que partout en France les mobilisations se multiplient, soutenues par les parents et par des élus, pour empêcher les fermetures de classes. Avec sa fédération, la FNEC FP-FO, FO ESR soutient toutes ces mobilisations pour sauver l'École.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, les coupes prévues sont dévastatrices : en cumul sur 2024 et 2025, ceci représente un recul de plus d'un milliard d'euros ! Les conséquences sont très concrètes, avec une majorité d'universités qui vont rester en déficit, des non recrutements de titulaires, les coupes sombres dans les formations, la hausse des barres de dédoublements des groupes de TD ou de TP, les non renouvellements de contrats, etc.

Dans ce contexte, la labellisation « *Key Labs* » annoncée par le PDG du CNRS n'est donc qu'une mesure d'accompagnement de l'austérité, avec une concentration des crédits sur une minorité de laboratoires qui laisseraient tous les autres au pain sec, avec toutes les conséquences négatives induites, pour les avancées en recherche comme pour les personnels. La mobilisation massive des personnels de la recherche a contraint le ministère à reculer en annonçant un « moratoire » sur ce projet mais FO ESR, avec l'immense majorité des personnels concernés, revendique le retrait pur et simple de ce projet.

Pour « compenser » ce que l'État ne donne pas, sont aussi en ligne de mire les droits d'inscription des étudiants.

Les personnels et les étudiants n'acceptent pas cette situation. Ils l'ont montré lors des mobilisations de décembre, ils l'ont montré en arrachant le « moratoire » sur les « *Key Labs* », ils le montrent en ce moment même, avec les mobilisations importantes dans de nombreuses universités ou le rassemblement sur la place du Panthéon avant-hier de plusieurs centaines de personnels et d'étudiants qui refusent le budget archi-austéritaire. FO ESR est aux côtés des étudiants qui se mobilisent et appelle, comme de nombreuses autres organisations syndicales de l'enseignement supérieur et de la recherche, les personnels à les rejoindre. FO ESR dénonce la répression systématique dont sont victimes les étudiants en certains endroits (à Rennes, à Lille notamment) ainsi que l'utilisation du télétravail ou du distanciel pour contourner la grève et les mobilisations.

Il est plus que temps d'entendre les revendications, à commencer par la première d'entre elles, l'abrogation de la réforme des retraites. Avec la fédération générale des fonctionnaires FO, FO ESR revendique aussi la hausse de 10 % du point d'indice, l'indexation du point sur l'inflation et l'ouverture de négociations pour rattraper le pouvoir d'achat perdu.

Dans l'ESR plus particulièrement, des revendications doivent être urgemment satisfaites :

- > Aucune amputation des horaires d'enseignement prévus dans les maquettes.
- > Aucune fin de contrat imposée (contrats « de projets », « de mission » ou autres).
- > Mise en œuvre des recrutements de titulaires prévus pour 2025.
- > Réalignement de la prime statutaire des PRAG-PRCE sur celle des enseignants-chercheurs et abrogation de la LPR.
- > Abandon de toutes les mesures de l' « acte 2 de l'autonomie », arrêt des EPE et de toutes les déréglementations induites.
- > Dégel du plafond d'emplois pour les CROUS et dotations en sorte qu'ils puissent assurer toutes les missions qui leur sont confiées, qui sont de plus en plus vastes.
- > Respect des droits d'inscription nationaux réglementés partout, abandon de toutes les mises en cause des diplômes nationaux et qualifiants, en conséquence abandon de Parcoursup et de Mon master.
- > Abandon définitif du projet « *Key Labs* » et fin de l'hégémonie de la recherche sur projets, garantie de dotations de recherche récurrentes et pérennes pour tous !